

Al-Ali Nadje,  
*Secularism, Gender and the State  
 in the Middle East.*  
*The Egyptian Women's Movement*

Cambridge, Cambridge University Press, 2000,  
 232 p. ; bibliographie : p. 233-252 ;  
 index : p. 253-264.

L'ouvrage, largement fondé sur des recherches de terrain menées par son auteur en Égypte entre 1995 et 1996, analyse les mouvements des femmes laïques dans ce pays. Mouvements qui seraient largement éclipsés du fait du surinvestissement des travaux académiques sur les tendances et activismes islamistes. Motivée par son expérience militante antérieure avec un groupe de femmes laïques égyptiennes, l'auteur critique également les travaux académiques, peu nombreux, sur les femmes laïques pour les avoir considérées comme homogènes, les traitant en tant qu'une catégorie résiduelle parce que non-islamistes.

Al-Ali définit le terme « laïque » comme une séparation entre la religion et la politique, sans pour autant lui attribuer une connotation anti-religieuse, et affirme que la pensée laïque n'est pas nécessairement imprégnée d'une vision démocratique et pluralistique. D'autant que certaines femmes activistes laïques qualifient le projet moderniste de rationalisation et de progrès d'une stratégie masculine de ségrégation sexuelle. Paradoxalement, la majorité de ces femmes, même celles qui critiquent l'occidentalisation, pense que le processus de modernisation est nécessaire pour promouvoir l'égalité entre hommes et femmes. Une meilleure instruction des femmes, leur indépendance économique sont ainsi perçues comme des aspects de la vie moderne susceptibles d'améliorer la condition des femmes. Outre leur revendication pour une séparation entre la religion et la politique, les activistes laïques refusent de considérer la chari'a comme la principale ou la seule source de législation ; elles se réfèrent, dans leur luttes, également à la loi civile et aux conventions internationales dont l'Égypte est signataire.

L'auteur démontre que ces femmes activistes laïques se sont engagées dans la tâche difficile qui consiste à changer les discours hégémoniques de l'État, des islamistes et des intellectuels conservateurs. Cependant, elle affirme que ces femmes sont largement absentes des débats sur la laïcité de même que de ce ceux sur les implications de la modernité.

L'auteur utilise le terme « activisme » plutôt que « féminisme » parce que beaucoup de militantes laïques rejettent la qualification « féministe » pour des raisons idéologiques ou pragmatiques, et signale également les divergences entre ces activistes. Les féministes libérales insistent sur l'égalité, les féministes radicales mettent l'accent sur la différence, tandis que les féministes socialistes sont préoccupées par l'exploitation des femmes dans les domaines politiques et

économiques. Les féministes égyptiennes, dont l'activisme est historiquement enracinée dans le nationalisme, ont été stigmatisées comme anti-religieuses et anti-nationalistes. Elles sont actuellement accusées, notamment par les islamistes et les conservateurs, mais aussi par la gauche nationaliste, de collaborer avec l'impérialisme occidental en important et en propageant des idées et des pratiques étrangères à leur société. Beaucoup de ces femmes auraient intériorisé ces accusations et assimilent le féminisme à un concept occidental étranger, sans rapport avec le contexte social, culturel et politique égyptien.

Après avoir examiné les débats et les ouvrages théoriques sur l'orientalisme, l'État ou encore la laïcité au Moyen-Orient, l'auteur critique l'approche culturaliste, encore prédominante, et met à contribution ses recherches de terrain pour montrer le positionnement des femmes activistes laïques égyptiennes dans ce débat. Elle se concentre, notamment, sur la manière dont les activistes laïques interprètent les différentes phases et transformations historiques du mouvement des femmes en rapport avec l'État. Contrairement aux approches essentialistes-culturalistes, Al-Ali démontre que l'État égyptien n'est pas homogène ou statique et que ses rapports avec les organisations de femmes varient selon les différents contextes.

L'auteur met l'accent sur la participation des femmes activistes à la société civile ; elle décrit comment divers groupes, au sein de ce mouvement, utilisent différentes stratégies vis-à-vis de l'État et entretiennent différents rapports avec ce dernier. Elle démontre que le rôle et les politiques de l'État égyptien post-colonial et post-révolutionnaire ont, en effet, subi des changements au fur et à mesure que les femmes ont réussi à exercer une pression sur l'État afin de l'obliger à répondre à leurs besoins et à leurs revendications. L'ouvrage relève aussi le rôle joué par les agents de globalisation – les organisations internationales, notamment les Nations Unies, les agences pour le développement et les bailleurs/décideurs internationaux – dans la formation de l'activisme des femmes laïques.

S'appuyant sur dix récits de vie et quatre-vingts entretiens avec ces femmes activistes, l'auteur met en exergue leurs expériences individuelles, d'une part, et les contextes qui ont formé leurs consciences, d'autre part. Ainsi plusieurs périodes sont distinguées, représentant différents jalons de l'engagement et de l'expérience des femmes activistes en quatre catégories :

1. La génération la plus âgée parmi les activistes actuelles (de soixante-dix à quatre-vingts ans) souligne son engagement dans les projets d'intérêt public en Égypte pré-révolutionnaire. Ces femmes ont constitué les élites/cadres de l'Égypte post-coloniale ; elles forment un milieu homogène quant aux classes sociales dont elles sont issues ;

2. Les activistes âgées de cinquante à soixante ans ont débuté leurs activités sous Nasser alors que la société égyptienne était en pleines transformations révolutionnaires,

puis dans la guerre de 1967 et la défaite de l'armée égyptienne face à Israël ;

3. Les activistes aujourd'hui dans leur quarantaine considèrent leur expérience dans le mouvement étudiant sous Sadate comme une période cruciale dans leur évolution personnelle et politique. Durant cette période, les structures politiques et les plans d'action « anti-impérialistes, anti-sionistes, luttes de classe » étaient déterminés par les hommes qui empêchaient les femmes de militer de manière indépendante pour la cause des femmes ;

4. L'influence accrue des organisations internationales et des bailleurs de fonds dans les années 1980 et 1990, ainsi que l'implication des femmes activistes dans les projets soutenus par ces organisations contre l'oppression qu'elles subissent, expliquent l'activisme de la jeune génération âgée de vingt à trente ans. Ces jeunes activistes constituent la dernière catégorie ; elles sont critiquées par leurs aînées pour leur manque d'enthousiasme et de conscience politique, pour leur carriérisme et leur quête de notoriété.

Pour l'auteur, le changement dans la nature de l'activisme des femmes qui passe d'un engagement dans des travaux d'intérêt public aux diverses formes d'engagement politique « anti-impérialiste, nationaliste arabe, socialiste, et féministe » est en rapport étroit avec les changements socio-économiques et les transformations politiques à l'échelle nationale et internationale.

L'auteur relève également d'importantes différences parmi les activistes quant aux priorités qui déterminent leurs projets concrets : la lutte contre la pauvreté, l'éradication de l'analphabétisme, les revendications pour le changement des lois ou encore l'accroissement de la participation politique des femmes. En dépit de plusieurs décennies d'engagement, les femmes activistes laïques continuent d'être accusées d'élitisme et d'occidentalisme du fait de leur appartenance à la classe moyenne. En parlant pour et en luttant à la place des femmes de milieux moins privilégiés, elles poursuivent aussi une stratégie qui consiste à se défendre contre les accusations dont elles font l'objet en affirmant leur « égyptianité ».

N. Al-Ali conclut son ouvrage avec une note optimiste en soulignant la présence d'un nombre restreint, mais croissant, d'activistes qui développent une position féministe en dehors des paradigmes, encore prédominants, de modernisation et de dépendance. Ces activistes rejettent les discours et les approches bien établies et historiquement enracinés concernant la subordination des femmes en Égypte. En créant un discours indépendant, ces femmes sont susceptibles d'offrir des outils pour analyser la complexité de la condition des femmes égyptiennes et proposer des solutions satisfaisantes.

Cet excellent ouvrage combine, avec succès, l'étude textuelle et la démarche anthropologique. Il montre que l'auteur possède une excellente connaissance des travaux

théoriques et empiriques sur le sujet. Il parvient également à combler le vide laissé par le manque d'intérêt des travaux académiques pour les mouvements des femmes laïques au Moyen-Orient. À l'heure où certains spécialistes annoncent le déclin de l'islamisme, Nadjé Al-Ali suggère qu'une solution de rechange laïque et démocratique, mais respectueuse de la religion, pourra se faire jour grâce à ces femmes. *Secularism, Gender and the State in the Middle East* est donc un ouvrage que tous les chercheurs s'intéressant aux études féminines et aux sociétés de tradition islamique liront avec profit.

Azadeh Kian-Thiébaud  
Université de Paris VIII – UMR Monde iranien